



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



AFRITAC de l'Ouest

Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest

**Vingt-septième réunion du Comité d'orientation
Ouagadougou, 23 février 2017**

Programme de travail de l'exercice 2018

Juin 2017 – avril 2018

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations et sigles.....	3
I. Introduction et vue d'ensemble	5
II. Activités prévues par domaine	10
A. Administration douanière.....	10
B. Administration fiscale	13
C. Gestion des dépenses publiques – aspect Budget.....	17
D. Gestion des dépenses publiques – aspect Comptabilité Trésor.....	19
E. Statistiques de finances publiques	22
F. Statistiques du secteur réel.....	27
G. Gestion de la dette publique.....	29
H. Supervision et restructuration bancaires	32
I. Analyse et prévisions macroéconomiques.....	35

Graphiques

Graphique 1. Répartition du volume d'AT par domaine	7
---	---

Tableaux

Tableau 1. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022.....	6
Tableau 2. Répartition du volume d'AT par domaine	7
Tableau 3. Séminaires prévus pour l'année fiscale 2018.....	8
Tableau 4. Activités prévues sous le programme d'apprentissage par les pairs.....	9
Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration douanière.....	11
Tableau 6. Missions prévues par pays en Administration fiscale.....	15
Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget).....	18
Tableau 8. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques.....	20
Tableau 9. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques	23
Tableau 10. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel.....	28
Tableau 11. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette.....	30
Tableau 12. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires	34
Tableau 13. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques.....	36

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CFAP	Classification des Fonctions des Administrations Publiques
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CP	Crédits de Paiement
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREPMF	Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
CUT	Compte unique du Trésor
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGAE	Direction Générale des Affaires Économiques
DGCI	Direction Générale des Contributions et des impôts
DFP	Département des Finances Publiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Économie
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/DGTC	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Économiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Études et Statistiques Fiscales
DSD	Direction des Statistiques Douanières
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI

FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIN	Guinée
GIZ	Coopération Technique Allemande
GNB	Guinée-Bissau
ICC	Indicateurs du Coût de la Construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique
INSEE	Institut National de Statistique et des Études Économiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
IPCE	Indices des Prix du Commerce Extérieur
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ISCA	Indicateurs Synthétiques du Climat des Affaires
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
MTDS/SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Évaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes À Recouvrer
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. **L'année fiscale 2018 marque la première année du nouveau Cycle de financement de l'AFRITAC de l'Ouest, qui couvrira la période de juin 2017 à avril 2022.** Ainsi, les priorités et les activités programmées sont basées sur les Cadres logiques stratégiques à moyen terme présentés dans le Document Programme du Cycle IV de l'AFRITAC de l'Ouest et résumés au Tableau 1.
2. **Ce rapport présente les objectifs et les activités du Centre pour la période de juin 2017 à avril 2018 que couvrira l'année fiscale (AF) 2018.** Ces derniers sont préparés en tenant compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique (AT) au cours du Cycle III et des nouveaux objectifs et priorités des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Le programme de travail prévoit 612 semaines-personnes d'activités qui seront exécutées au moyen de missions d'AT et d'actions de formation comprenant les séminaires régionaux, les ateliers nationaux, et les stages d'immersion. Le Centre participera également aux consultations multilatérales organisées par le Département Afrique du Fonds monétaire international (FMI) auprès des institutions régionales de l'UMOA, et aux missions de diagnostics du Département des finances publiques du FMI.
3. **Les actions de formation et d'échange d'expériences continueront à occuper une place de choix dans les activités du Centre.** Ainsi, le programme de travail prévoit 11 séminaires régionaux, un cours de formation de l'institut du FMI sur la programmation et les politiques financières, et 10 stages d'immersion. L'un des séminaires régionaux sera organisé en partenariat avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (Tableaux 2 et 3). En outre, dans le cadre de la collaboration et de la coordination avec d'autres partenaires, le Centre participera à des séminaires organisés par des institutions régionales. Il s'agit des séminaires sur la conjoncture et la prévision dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la formation des formateurs en modélisation macroéconomique organisés par AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la Commission Économique pour l'Afrique ; ainsi que des rencontres statutaires des professionnels des finances publiques qui comprennent le Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA.
5. **L'exécution des activités de l'AF2018 nécessitera le recrutement de deux personnes additionnelles.** En effet, tel qu'expliqué dans le Document Programme pour le Cycle IV qui était soumis à la revue du Comité d'Orientation en décembre 2016, il est prévu le recrutement d'un Conseiller résident (CR) en administration de recettes afin d'intensifier les activités du Centre dans ce domaine et contribuer ainsi aux efforts des pays, en particulier pour ceux qui sont en situation de fragilité, pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Le nouveau CR travaillera d'abord sur la Guinée et le Mali, et sur les autres pays du Centre selon les besoins. Il est également prévu le recrutement d'un expert pour appuyer la transition de l'AFRITAC de l'Ouest vers le nouveau système du Fonds monétaire international (FMI) de gestion de l'AT axée sur les résultats. Ce nouveau système couvrira toutes les activités d'AT fournies par le FMI, et son entrée en vigueur est prévue pour le début de l'AF 2018.

Tableau 1. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique pour juin 2017-avril 2022													
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des États et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.													
Domaines	Objectifs	Pays											
		BEN	BFA	CI	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des contrôles.												
	Appui à la maîtrise de la base taxable à l'importation.												
	Dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement.												
	Renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.												
Administration fiscale	Renforcer les arrangements relatifs à la gestion et à la gouvernance de l'administration fiscale.												
	Renforcer les fonctions essentielles de l'administration fiscale.												
Gestion des dépenses publiques	Renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution, et le contrôle.												
	Amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.												
	Amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses.												
Statistiques des finances publiques	Basculement définitif au TOFE base MSFP 2001/2014 et élargissement du champ d'application du TOFE.												
	Renforcement de l'utilisation et amélioration de la Balance Générale des Comptes du Trésor.												
	Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.												
Statistiques du secteur réel	Renforcer la compilation de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistiques et les données source.												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Renforcer la capacité à gérer le portefeuille de la dette publique prudemment, prenant en compte les coûts et les risques.												
	Soutenir le développement du marché des Titres publics.												
Supervision et restructuration bancaires	Développer et renforcer les normes prudentielles et les réglementations bancaires.												
	Mettre en œuvre un système de gestion basée sur les risques et moderniser les autres processus de supervision.												
	Mettre en œuvre les dispositions de Bâle II et Bâle III.												
	Améliorer les dispositions relatives aux provisions en rapport avec les normes internationales et les meilleures pratiques afin de mieux capturer et refléter les risques liés au crédit.												
Analyse et prévisions macroéconomiques	Développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques.												
	Mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques.												
	Amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base.												
	Renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyens et de rangs intermédiaires.												

**Tableau 2. Répartition du volume d'AT par domaine, AF 2018
(En semaines-personne)**

Domaines	Conseiller résident		Expert Court Terme	Total
	Abidjan	Site		
Administration douanière	20	17	28	65
Administration fiscale	17	26	28	71
GDP - Budget	16	23	28	67
GDP – Comptabilité et Trésor	14	23	28	65
Statistiques des finances publiques	15	25	26	66
Statistiques du secteur réel	23	19	28	69
Gestion de la dette publique	17	25	28	70
Supervision bancaire	17	28	25	70
Analyse et prévisions macroéconomiques	19	22	28	69
TOTAL	157	208	247	612

**Graphique 1. Répartition du volume d'AT par domaine
(En pourcentage)**

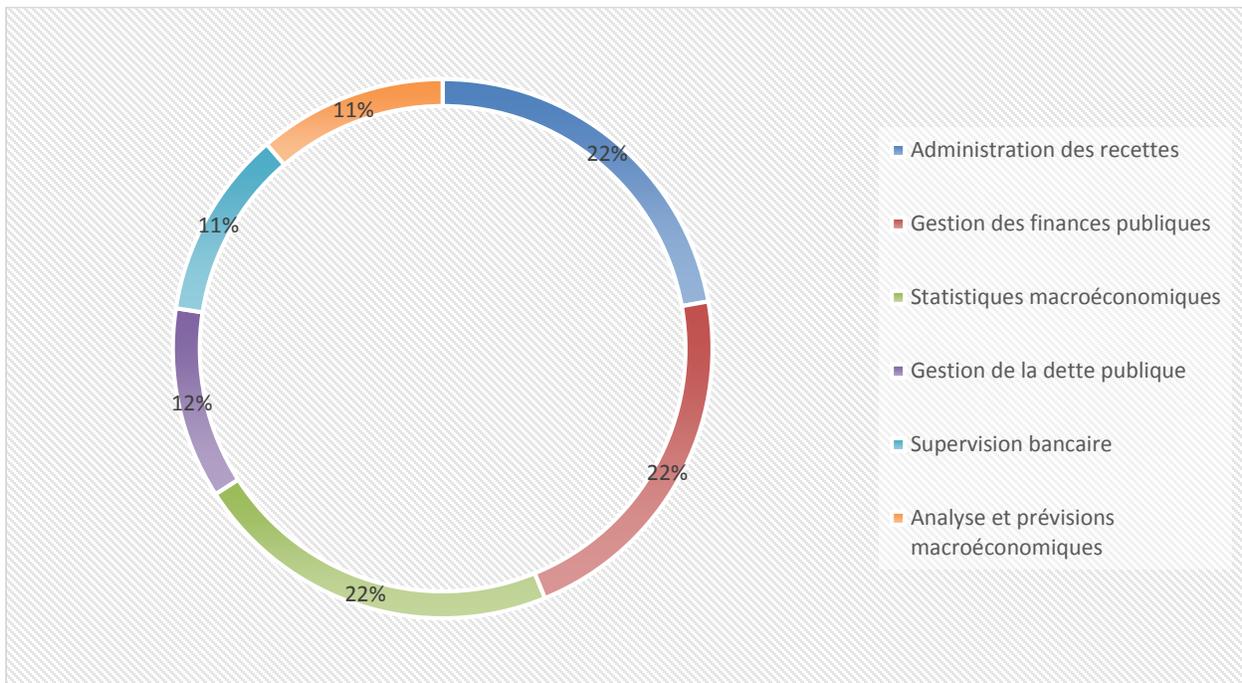


Tableau 3. Séminaires prévus pour l'année fiscale 2018

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Nombre de Participants
Administration douanière	Le contrôle des produits pétroliers importés.	Conakry	T3		30
Administration fiscale	La vision régionale des réformes fiscales et la gestion performante de la TVA et des droits d'accise (hors pétrole) d'une administration fiscale moderne.	Lomé	Juin 2017		30
Administration fiscale et gestion des dépenses aspect Trésor	Atelier national sur la réforme de la comptabilisation des recettes fiscales de l'Office Togolais de Recettes.	Lomé	Décembre 2017		30
Gestion des dépenses publiques-Budget	Exécution de la dépense en mode de programme.	Nouakchott	Sept 2017		31
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Préparation du bilan d'ouverture et construction des états financiers.	Cotonou	Nov. 2017		31
Statistiques de finances publiques	Élargissement du champ des statistiques de finances publiques : Intégration du sous-secteur des unités extrabudgétaires et des collectivités locales ou décentralisées.	Ouagadougou	Mars 2018	Commission de l'UEMOA	30
Statistiques du secteur réel	Atelier sur la mise en œuvre du <i>Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)</i> : Dispositif pour la mesure de la production des sociétés et des ménages selon le <i>SCN 2008</i> .	Conakry	T3		30
Statistiques du secteur réel	Atelier sur l'amélioration des indicateurs de haute fréquence.	Ouagadougou	T1		30
Gestion de la dette	Formation régionale sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.	Nouakchott	T2	Stratégie, Politique et Revue (SPR) du FMI	25
Analyse et prévisions macroéconomiques	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des cadrages des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest.	Cotonou	T3		30
Analyse et prévisions macroéconomiques (APM)	Séminaire de haut niveau d'échanges des Directeurs généraux de l'économie et des Directeurs de la prévision sur les enjeux de l'AT dans le domaine APM.	Abidjan	T1		30
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur la programmation et les politiques financières.	Dakar	T3	ICD	35
Supervision et restructuration bancaires	Problématiques associées au risque de crédit.	Libreville	T4	AFC	30

Tableau 4. Activités prévues sous le programme de stages d'immersion

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration douanière	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque (GAR).	Côte d'Ivoire	Les douanes maliennes sont en train de finaliser leur système de GAR.
Administration douanière	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque.	Côte d'Ivoire	Les douanes guinéennes sont en train de mettre en œuvre leur système de GAR.
Administration fiscale	Contrôle conjoint douanes-impôts.	À déterminer	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Passage d'une gestion de la dette publique en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie.	Bénin	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Élaboration des Documents de programmation pluriannuelle des dépenses.	Burkina Faso	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité Trésor	Constitution du bilan d'ouverture.	Tunisie	
Statistiques de finances publiques	Tableau des opérations financières de l'État à partir de la balance générale des comptes du Trésor.	Mauritanie	
Statistiques du secteur réel	Amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels.	Cameroun	
Statistiques du secteur réel	Mise en œuvre du <i>Système de comptabilité nationale de 2008</i> .	Bénin	
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Bénin, Guinée, Burkina Faso, Sénégal.
Analyse et prévisions macroéconomiques	Développement d'un modèle de simulation des impulsions de politique monétaire.	Royaume du Maroc	Guinée et la Mauritanie.
Supervision bancaires	Thème à définir.	A déterminer	

II. ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE

A. Administration douanière

Contexte et priorités de l'assistance technique

4. **Les activités du programme de travail de l'AF 2018 visent à renforcer les fonctions essentielles des administrations douanières de l'AFRITAC de l'Ouest**, en conformité avec les orientations du Cadre Stratégique du Centre présenté dans le Document Programme du Cycle IV, et couvrant la période 2017-2022. Ces activités couvrent quatre axes principaux :

- ❖ L'amélioration du respect des règles par des initiatives de facilitation du commerce et des services.
- ❖ Le renforcement du recouvrement des obligations déclaratives et de paiement.
- ❖ L'amélioration des contrôles à priori et de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane.
- ❖ Le renforcement des programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude.

5. **Les objectifs poursuivis pour l'AF 2018 tiennent compte des particularités de chaque Administration douanière**, et s'appuient sur les avancées opérées au cours des précédentes années. Ils sont présentés ci-après :

- ❖ Le dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations, devenu fonctionnel, permet une gestion transparente et efficace ainsi qu'une programmation efficiente et pertinente des contrôles après dédouanement au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée** et au **Sénégal**.
- ❖ Les opérateurs du commerce international sont contrôlés de façon plus ciblée et optimale grâce au renforcement des capacités de contrôles après dédouanement en **Guinée-Bissau** et au **Niger**.
- ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces, et les performances en termes de recettes sont positives avec la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en **Guinée**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et en **Mauritanie**.
- ❖ Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement grâce à la gestion automatisée et sécurisée du transit en **Guinée** et au **Sénégal**.
- ❖ La gestion des priorités et conformités des règles s'améliore grâce à une gestion des risques efficace au **Bénin**, au **Mali** et au **Togo**.

- ❖ Les contrôles douaniers aux frontières sont plus pertinents et efficaces tant dans le domaine fiscal que dans celui de la protection du territoire grâce au renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage en **Côte d'Ivoire**.

Activités programmées et résultats attendus

6. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : "Le contrôle des produits pétroliers importés". L'objectif de ce séminaire est de développer et de renforcer les capacités de contrôle des cadres douaniers, par le biais d'ateliers techniques participatifs.
7. **Stages d'immersion.** Plusieurs administrations douanières se sont engagées dans la gestion automatisée du risque au cours des dernières années. Le système de gestion du risque développé par les douanes ivoiriennes a atteint un niveau remarquable tant dans son fonctionnement que dans les résultats obtenus. En termes de mutualisation des savoir-faire et d'intégration régionale, le Centre envisage d'inviter des cadres douaniers de la **Guinée** et du **Mali** à bénéficier de l'expérience ivoirienne dans le cadre des stages d'immersion.
8. **Missions d'assistance technique.** Le Centre exécutera des missions d'AT (Tableau 5), et participera aux missions de diagnostic organisées par le Département des Finances publiques du FMI (FAD) dans ses pays membres. Par ailleurs, un certain nombre de missions sont mises "en réserve". Elles concernent le renforcement des capacités de contrôle après dédouanement en **Guinée-Bissau, au Mali** et au **Niger** ; et la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en **Guinée**.

Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi du Projet Pluriannuel relatif à la gestion automatisée du risque. ➤ Renforcement de la mission renseignement et enquête. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations. ➤ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Poursuite de la mise en œuvre du suivi des régimes suspensifs et des exonérations. ✚ Renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. ✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. ✚ Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. ✚ Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane. ✚ Finalisation du PPAT sur la gestion automatisée du risque. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations. ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation du PPAT relatif au bureau national de la valeur. ✚ Évaluation du PPAT. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Suivi de l'implémentation du transit automatisé. ✚ Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement ✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Suivi du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque ✚ Suivi des recommandations mission FAD d'août 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations ✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.

B. Administration fiscale

Contexte et priorités de l'assistance technique

9. **En conformité avec le Cadre Logique du Centre pour 2017-22, les activités d'AT viseront deux objectifs stratégiques importants** : le renforcement des capacités pour la gestion et la gouvernance efficaces de l'administration fiscale, et l'amélioration des fonctions essentielles de l'administration fiscale. Ainsi, les activités prévues pour l'AF 2018 tiennent compte de l'évolution récente dans la mise en œuvre des réformes fiscales dans les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, et reflètent les actions à mener par le Centre pour soutenir la réalisation des objectifs programmés pour le Cycle IV, y compris dans le cadre des Objectifs de Développement Durable.

10. **Afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques ci-haut cités, les activités prévues pour l'AF 2018 viseront les axes prioritaires suivants** : (i) la consolidation du principe de segmentation fiscale ; (ii) la modernisation des moyennes entreprises ; (iii) l'élargissement de l'assiette fiscale ; (iv) le renforcement des opérations fiscales ; et (v) la mise en œuvre d'une gestion automatisée du risque.

11. **Les objectifs poursuivis pour l'AF 2018 tiennent compte des spécificités de chaque administration fiscale et s'appuie sur les progrès réalisés au cours du cycle III.** Ils sont présentés ci- après :

- ❖ Le contrôle fiscal est renforcé et bien ciblé au **Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, et Niger**, afin qu’il contribue efficacement à la lutte contre la fraude.
- ❖ L’administration des moyennes entreprises est renforcée au **Bénin, au Mali, en Guinée, en Mauritanie, au Niger, au Togo, et au Sénégal**. Elle permet un meilleur suivi des obligations déclaratives et une augmentation du nombre d’assujettis en matière de TVA grâce aux opérations d’élargissement de l’assiette fiscale.
- ❖ Le service des enquêtes et recherche est efficace et permet de détecter la fraude au **Bénin, au Sénégal, et en Côte d’Ivoire**.
- ❖ La gestion automatisée du risque est effective au **Togo** et en **Côte d’Ivoire**. Elle favorise une meilleure programmation des contrôles fiscaux.
- ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l’analyse du risque au **Bénin** et au **Sénégal**, et permet une meilleure hiérarchisation du risque et un traitement conséquent, favorisant ainsi une réduction significative des délais de remboursement de la TVA en faveur des entreprises à faible risque fiscal.
- ❖ Les indicateurs de résultats sont suivis et régulièrement rapportés en **Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, au Bénin, au Mali, et au Togo**.

Activités programmées et résultats attendus

12. **Séminaires régionaux.** Le Centre envisage d’organiser un séminaire régional sur la vision régionale des réformes fiscales et la gestion performante de la TVA et des droits d’accise d’une administration fiscale moderne. Ce séminaire vise à créer un cadre d’échange d’expériences entre les dirigeants des administrations fiscales avec pour objectif d’apprécier l’état de mise en œuvre des réformes fiscales, l’administration de la TVA et des droits d’accise, sous l’angle national et régional ; d’analyser les principales difficultés rencontrées, et d’aider à formuler la définition d’une stratégie d’une administration performante. Le séminaire évaluera aussi l’état de mise en œuvre des réformes, et proposera des solutions idoines permettant de relancer les réformes selon les cas.
13. **Stages d’immersion.** À la demande de l’Office Togolais des Recettes, le Centre organisera des missions de formation au profit des inspecteurs des impôts et douanes auprès de leurs pairs sur l’organisation du contrôle conjoint douanes/impôts dans le cadre des actions de contrôle effectuées auprès des entreprises.
14. **Missions d’assistance technique.** Les activités d’assistance technique (Tableau 6) ont été définies en tenant compte des récentes évolutions dans la mise en œuvre des réformes et des objectifs retenus pour le Cycle IV.

Tableau 6. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 323 1015 422">✚ Renforcement des opérations fiscales de la DGI. <li data-bbox="690 541 1015 640">✚ Renforcement du service Recherche et Enquêtes fiscales. <li data-bbox="690 655 1015 821">✚ Poursuite du renforcement de la Direction du Centre des impôts des moyennes entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 323 1448 506">✚ Les outils de contrôle sont maîtrisés ; la gestion des arriérés fiscaux est maitrisée ; <li data-bbox="1034 422 1448 506">✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque. <li data-bbox="1034 541 1448 640">✚ La recherche contribue de manière effective à l'efficacité de l'action coercitive de la DGI. <li data-bbox="1034 655 1448 774">✚ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement. <li data-bbox="1034 789 1448 873">✚ Les indicateurs de résultats sont régulièrement suivis et rapportés.
Burkina Faso	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 905 1015 1031">✚ Renforcement du contrôle fiscal et la gestion maitrisée des arriérés fiscaux. <li data-bbox="690 1115 1015 1213">✚ Poursuite de la modernisation des moyennes entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 905 1448 1094">✚ Le fichier des moyennes entreprises est maitrisé ; il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recoupements du renseignement fiscal. <li data-bbox="1034 1115 1448 1199">✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque. <li data-bbox="1034 1213 1448 1312">✚ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement. <li data-bbox="1034 1327 1448 1467">✚ Le contrôle fiscal est renforcé, le fichier RAR est assaini ; le recouvrement des RAR recouvrables est assuré. <li data-bbox="1034 1482 1448 1566">✚ Les indicateurs de résultats sont régulièrement rapportés.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 1577 1015 1675">✚ Renforcement de la direction d'analyse du risque. 	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 1577 1448 1703">✚ La sélection des contrôles fiscaux est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. ✚ Poursuite du renforcement de la gestion des arriérés fiscaux. ✚ Le service des enquêtes est renforcé et permet de détecter la fraude. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le taux de déclaration spontanée s'améliore progressivement. ✚ Le recouvrement des créances recouvrables est assuré. ✚ Le fichier des contribuables augmente grâce aux opérations de recoupement d'informations fiscales.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement du système d'immatriculation des contribuables à la DGCI. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le fichier des contribuables augmente progressivement et reflète la réalité du tissu fiscal du pays.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Poursuite du renforcement de l'administration des entreprises moyennes. ✚ Le service d'enquête et recherche permet de détecter la fraude. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le taux de conformité en matière TVA s'accroît progressivement. ✚ Le portefeuille des moyennes entreprises s'accroît progressivement. ✚ Les indicateurs de résultats sont rapportés.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Poursuite du renforcement du contrôle fiscal. ✚ Poursuite de la modernisation de la Direction des moyennes entreprises de Nouakchott. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le contrôle ponctuel contribue à la réduction de la défaillance déclarative. ✚ Le taux de déclaration spontanée en TVA s'améliore progressivement. ✚ Les indicateurs de rendement sont régulièrement rapportés.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement des opérations fiscales de la DGI. ✚ Poursuite de la modernisation de la DME. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le fichier est maîtrisé et il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recherche. ✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque. ✚ Le contrôle fiscal est renforcé ; le recouvrement des RAR recouvrables est assuré. ✚ Les indicateurs de résultats sont régulièrement rapportés.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement du contrôle fiscal. ✚ Poursuite de la modernisation des CME. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les activités de la recherche participent à l'élargissement de l'assiette fiscale. ✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement du contrôle fiscal. ✚ Poursuite de la modernisation de la DME. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ La programmation du contrôle fiscal est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque. ✚ Les indicateurs de rendement sont suivis et rapportés.

C. Gestion des dépenses publiques – aspect Budget

Contexte et priorités de l'assistance technique

15. **Les activités d'AT pour l'AF 2018 viseront à contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques programmés pour le Cycle IV.** Dans l'optique budgétaire il s'agit du renforcement de la préparation et de l'exécution du budget, du contrôle de la dépense publique, de la gestion des risques budgétaires, et de l'amélioration des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine de la gestion de dépenses.

16. **Le programme de travail de l'AF 2018 est centré sur la problématique du budget de programme, le contrôle de l'exécution de la dépense publique et l'amélioration de la gestion des investissements publics.** Il sera focalisé sur les priorités suivantes :

- ❖ Les outils de programmation/budgétisation (Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), Document de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, en **Mauritanie**, au **Niger** et au **Togo** ; l'exécution du budget en mode programme au **Burkina Faso**, au **Mali** et au **Sénégal**.
- ❖ Le contrôle de l'exécution de la dépense publique en **Guinée-Bissau**.
- ❖ L'amélioration de la gestion des investissements publics au **Bénin**, au **Burkina Faso** et en **Côte d'Ivoire**.

Activités programmées et résultats

17. **Séminaire régional.** Il est prévu un séminaire sur la problématique de l'exécution de la dépense en mode programme. Ce séminaire qui intervient dans un contexte où près de la moitié des pays membres envisagent d'amorcer la préfiguration à blanc de l'exécution en mode programme, vise à rappeler la philosophie en la matière et à mettre à la disposition

des participants les outils méthodologiques et techniques nécessaires à l'opérationnalisation de cette nouvelle approche.

18. **Participation aux activités des institutions régionales.** Les axes de collaboration demeurent les mêmes que les années précédentes à savoir : (i) la participation à l'animation des rencontres statutaires des professionnels des finances publiques que sont le Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques ; et (ii) l'appui à la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département en charge des finances publiques de la Commission de l'UEMOA.

19. **Missions d'assistance technique.** Le programme de travail prévoit en programmation ferme une moyenne de 1 à 4 missions par pays (Tableau 7). La répartition par pays tient compte de la disponibilité et de la capacité d'absorption des interlocuteurs ainsi que des ressources disponibles. Des activités en réserve sont également prévues dans quelques pays et portent essentiellement sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations du PIMA (Public Investment management assessment).

20. **Stage d'immersion.** Le programme prévoit également deux visites dans le cadre du programme d'échange d'expériences qui porteront respectivement sur le passage d'une gestion de la dette en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie au Bénin, et sur l'élaboration des documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD) au Burkina Faso.

Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	Mise en œuvre des AE/CP. (2 missions)	La gestion des dépenses d'investissement s'améliore dans au moins 5 ministères à travers leur structuration en AE/CP.
Burkina Faso	Élaboration des documents (de prévision) d'exécution de la dépense. (1 mission)	L'exécution de la dépense en mode programme s'améliore à travers la mise en place et l'appropriation des documents de prévision d'exécution des dépenses et de suivi de leur exécution.
	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA. (1 mission)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la mise en œuvre des recommandations du PIMA au titre de l'année 2017.
Côte d'Ivoire	Budgétisation et exécution des investissements publics en AE/CP, en appui à la mise en œuvre des recommandations PIMA. (2 missions)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la structuration en AE/CP des dépenses d'investissement d'au moins 5 ministères.

Pays	Activités	Jalons 2018
Guinée	Renforcement des documents de programmation des dépenses. (1 mission)	Un cadre macro budgétaire crédible est mis en place à travers l'affinement des outils et de la méthodologie d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme/Cadre de dépense à moyen terme (CBMT/CDMT) et permet une programmation plus fiable sur la période 2018-2020.
Guinée-Bissau	Renforcement du dispositif de contrôle a priori de la dépense. (1 mission)	Le contrôle des engagements est renforcé par la mise aux normes des cadres institutionnels et techniques du contrôle budgétaire et le renforcement de la capacité des acteurs.
Mali	Appui à l'exécution du budget en mode programme. (1 mission)	Les outils d'exécution de la dépense en mode programme sont élaborés et testés.
Mauritanie	Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères (2 missions)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers l'élaboration des maquettes des programmes budgétaires d'au moins 5 ministères supplémentaires.
Niger	Revue qualité des DPPD en cours d'élaboration. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.
Sénégal	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme (appui au renforcement de la fonction financière ministérielle). (1 mission)	Le contrôle s'améliore à travers le renforcement de la fonction financière au sein de deux ministères pilotes suite aux résultats de l'audit de capacité de gestion.
Togo	Revue qualité des DPPD, y compris les AE/CP. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.

D. Gestion des dépenses publiques – aspect Comptabilité Trésor

Contexte et priorités de l'assistance technique

21. **L'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie, objectif stratégique du Centre pour le Cycle IV, sous-tendra les activités de l'AF 2018.** Ainsi, les activités vont s'articuler autour des éléments suivants :

- ❖ L'amélioration de la balance générale des comptes de l'État (BGCE) dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.

- ❖ L'amélioration du réseau comptable, de la qualité des états financiers et de l'articulation des systèmes budgétaire et comptable au **Bénin**, au **Burkina**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ L'amélioration et le renforcement des capacités en comptabilité base caisse en **Guinée**, et en **Guinée-Bissau**.
- ❖ L'appui et/ou l'étude de l'amélioration du système d'information en **Côte d'Ivoire** et en **Mauritanie**.
- ❖ La mise en œuvre et/ou le renforcement de la gestion de la trésorerie et du compte unique du Trésor au **Burkina Faso** et au **Niger**.

Activités programmées et résultats

22. **Séminaire régional.** Un séminaire sur la préparation du bilan d'ouverture et la construction des états financiers est prévu dans le programme. Il sera l'occasion pour les participants de s'approprier la méthodologie et les techniques de passation des opérations d'ouverture du bilan et d'élaboration des états financiers.

23. **Missions d'assistance technique.** Le programme prévoit une quinzaine de mission dont deux dans sept pays et une dans trois pays (Tableau 8). Ces activités programmées tiennent compte des besoins exprimés par les bénéficiaires de l'AT. Par ailleurs, trois activités sont mises en réserve et seront déployées en cas de besoin.

24. **Stages d'apprentissage par les pairs.** Le programme de travail prévoit également un voyage d'étude auprès des pairs sur la constitution du bilan d'ouverture.

**Tableau 8. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques
- Comptabilité et Trésor**

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP.
	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	Le processus de préparation de la mise en œuvre de la CDCP se poursuit grâce à la finalisation et l'adoption du référentiel des normes comptables en rapport avec les experts nationaux.
Burkina Faso	Appui à la préparation du plan de trésorerie. (1 mission)	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.

Pays	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	Appui ingénieuriste au paramétrage du SI ASTER de tenue de la comptabilité. (1 mission)	Le système d'information ASTER est mis à niveau pour la tenue de la comptabilité en droits constatés.
	Appui à l'élaboration d'une instruction sur la comptabilité pour l'amélioration des états financiers matière. (1 mission)	L'instruction sur la comptabilité est adoptée et disséminée.
Guinée	Appui à la revue de l'organisation comptable de l'État et du système de centralisation comptable. (1 mission)	L'organisation comptable et les procédures de centralisation sont alignées sur les exigences de la nouvelle fonction comptable.
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du PCE détaillé en ligne avec le segment économique de la NBE. (1 mission)	Le PCE détaillé, parfaitement aligné avec le segment économique de la NBE est élaboré, discuté et adopté.
Mali	Appui à l'amélioration du cadre juridique et technique de la CDC. (1 mission)	La qualité du cadre juridique et technique est revue et améliorée : <ul style="list-style-type: none"> • PCE- Décret et PCE- arrêté ; • Guide de fonctionnement des comptes divisionnaires ; • Manuels de procédures comptables • La cartographie des processus comptables est adoptée.
Mauritanie	Appui à la revue du système informatique comptable et sa capacité à supporter la réforme. (1 mission)	L'impact de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale sur le système d'information est déterminé et un cahier des charges fonctionnelles élaboré.
Niger	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP et un référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.

Pays	Activités	Jalons 2018
Sénégal	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par l'élaboration de la cartographie des processus comptables - par cycle, par processus et procédures. (1 mission)	La cartographie des processus comptables est adoptée.
Togo	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par la finalisation du référentiel des normes comptables. (1 mission)	Le référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.
	Appui à la préparation du plan de trésorerie. (1 mission)	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.

E. Statistiques de finances publiques

Contexte et priorités de l'assistance technique

25. **Le programme de travail de l'AF 2018 porte sur les activités visant le renforcement de la compilation et de la diffusion des statistiques de finances publiques.** Ainsi, les priorités de l'AT portent sur : (i) la production des tableaux du cadre d'analyse minimum de l'UEMOA ; (ii) l'élargissement progressive du champ de couverture des statistiques de finances publiques à tous les sous-secteurs des administrations publiques ; (iii) la sectorisation des unités sous contrôle de l'administration publique ; (iv) la participation des États à la base de données communes Banque Mondiale FMI ainsi qu'à l'annuaire des statistiques de finances publiques (SFP).

Activités programmées et résultats

26. **Séminaires régionaux.** Le programme de travail prévoit l'organisation d'un séminaire portant sur l'intégration du sous-secteur des collectivités locales dans le champ des SFP. Ce séminaire qui projette la participation de la commission de l'UEMOA, vise à créer un cadre d'échange d'expériences entre les acteurs des finances publiques, et de faire l'état des lieux de la mise en œuvre des travaux de migration au Manuel de Statistiques des Finances Publiques (MSFP) 2001/2014.

27. **Missions d'assistance technique.** Les activités d'AT (Tableau 9) font suite aux constatations des missions précédentes dans le processus de migrations aux normes du *MSFP 2001/2014* et aux échéances de la directive de l'UEMOA portant Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE). À ce sujet, bien que ne faisant pas partie de l'espace UEMOA, la Guinée et la Mauritanie ont épousé le calendrier de la mise en œuvre de ladite

directive ainsi que le canevas de ses différents tableaux. Il est prévu également des missions en réserve afin d'accroître si possible, l'assistance aux pays qui accusent du retard.

28. **Stages d'immersion.** Le programme prévoit également un stage en Mauritanie portant sur la production du TOFE automatisé à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT).

Tableau 9. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. ✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette. ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique. ✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Collectivités locales ; ✚ Sécurité sociale. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette. ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique. ✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Sécurité sociale. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. ✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Amélioration des statistiques de la dette ; ✚ Réalisation à titre expérimental du bilan financier. ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique. ✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Collectivités locales ; ✚ Sécurité sociale ; ✚ Unités extrabudgétaires. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Guinée	Une mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ✚ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette. ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Sécurité sociale. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ✚ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette ; ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique. ✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Sécurité sociale ; ✚ Des collectivités locales ou décentralisées ; ✚ Identification des unités extrabudgétaires.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
			<ul style="list-style-type: none"> ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP. ✚ Appui à l'organisation du service en charge des statistiques de finances publiques.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette ; ✚ Bilan financier. ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Sécurité sociale ; ✚ Collectivités locales. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 ✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Amélioration du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette ; ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Collectivités locales ✚ Sécurité sociale ; ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum ✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette ; ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Sécurité sociale ; ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum ✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Amélioration des statistiques de la dette ; ✚ Réalisation à titre expérimental du bilan financier ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Collectivités locales ✚ Sécurité sociale ; ✚ Unités extrabudgétaires. ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum. ✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques. ✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ✚ Production de la situation des flux de trésorerie ; ✚ Élaboration des statistiques de la dette ; ✚ Autres secteurs de l'Administration Publique ✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Collectivités locales ✚ Sécurité sociale ; ✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

F. Statistiques du secteur réel

Contexte et priorités de l'assistance technique

29. **Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale.** Elles visent trois objectifs principaux :

- ❖ Mettre en œuvre le *Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008* et le changement d'année de base dans **tous les pays** membres de l'AFRITAC de l'Ouest.
- ❖ Poursuivre la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire** et au **Niger**.

Activités programmées et résultats attendus

30. **Séminaire régional.** Le Centre organisera deux ateliers régionaux. Le premier sera conjointement organisé avec l'UEMOA aura pour thème : « Méthodologie de calcul de l'indice du chiffre d'affaires, de l'indice des prix des produits agricoles et de l'indice du coût de la construction ». Il permettra au pays d'améliorer la qualité et la disponibilité des indicateurs de haute fréquence. Le second portera sur le thème : « Dispositif pour la mesure de la production des sociétés et des ménages dans le cadre de la mise en œuvre du *Système de comptabilité nationale de 2008* ». Cette formation vise à renforcer les capacités des cadres des Instituts nationaux de statistiques pour une application harmonisée de l'évolution de certains concepts introduits par le *SCN 2008*.

31. **Stages d'immersion.** Le programme de travail prévoit l'organisation de quatre stages d'immersion sur l'amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels, et sur la mise en œuvre du *SCN 2008*.

32. **Missions d'assistance technique.** Les activités programmées sont résumées au Tableau 10. Elles visent globalement à assurer que les pays s'engagent dans la mise en œuvre du *SCN 2008* en élaborant une nouvelle année de base, et à étendre l'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Par ailleurs, le programme de travail prévoit des activités en « réserve » pour le **Bénin**, la **Côte d'Ivoire**, la **Guinée**, la **Guinée-Bissau** et le **Togo**.

Tableau 10. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ La méthodologie des comptes financiers est améliorée ; ✚ Le compte financier de l'année 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est élaboré. ✚ Le PIB trimestriel est diffusé.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les méthodologies d'élaboration des comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques sont disponibles.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNT sont diffusés.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ; ✚ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées ; ✚ Le traitement des sources de données et leur première réconciliation pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont réalisés.
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ; ✚ La première estimation du PIB de la nouvelle base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est disponible.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ✚ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ✚ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le bilan des changements apportés par le <i>SCN 2008</i> à intégrer dans la nouvelle année de base est dressé. ✚ Une évaluation des travaux réalisés pour l'élaboration du PIB trimestriel optique production en volume est disponible.
Sénégal	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ✚ Une méthodologie de réropolation est adoptée.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.

G. Gestion de la dette publique

Contexte et priorités de l'assistance technique

33. **Les activités prévues en matière d'AT dans le domaine de la gestion de la dette publique ont pour principaux objectifs de :**

- ❖ Soutenir la formulation et la mise en œuvre des stratégies de gestion de la dette au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ Assister au renforcement des modalités relatives aux opérations sur le marché primaire des titres d'État en **Guinée** et en **Mauritanie**.
- ❖ Soutenir l'**Agence UMOA-Titres** et le **CREPMF** dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.
- ❖ Renforcer les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et au **Sénégal**.

Activités programmées et résultats attendus

34. **Séminaire régional.** Le Centre organisera, en collaboration avec le département Stratégie, Politique et Revue (SPR) du FMI, une formation régionale sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette (CVD) pour les pays à faible revenu. La formation vise à améliorer les connaissances d'une quarantaine de cadres sur le nouveau CVD ainsi que sur son outil analytique.

35. **Activités en faveur de l'Agence UMOA-Titres.** Les activités programmées pour l'AUT visent à l'assister : (i) à élaborer un document qui illustrera les conventions et formules qui seront utilisées pour le calcul des prix, des intérêts et des rendements sur le marché des titres d'État de l'UMOA et ; (ii) à identifier les mesures susceptibles d'encourager la participation active d'investisseurs institutionnels au marché des titres d'État dans l'UMOA.

36. **Activités en faveur du CREPMF.** À la suite de la mission d'évaluation des besoins d'assistance technique effectuée en janvier 2017, un programme d'activités élaboré conjointement avec le CREPMF a été retenu pour répondre aux besoins identifiés. Les activités prévues dans le volet gestion de la dette publique et développement du marché financier portent sur le renforcement des capacités des cadres du CREPMF et l'accompagnement à la mise en œuvre de certaines mesures contenues dans le plan de réformes du marché financier régional initié par les autorités régionales en 2016. Au cours de l'AF 2018, l'activité prévue aidera le CREPMF à réviser les procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA.

37. **Missions d'assistance technique dans les pays.** Les missions prévues (Tableau 11) visent à appuyer les efforts des pays à renforcer les capacités de gestion de la dette

publique et à développer les marchés des titres publics. Certaines activités sont mises en « réserve ». Elles concernent le **Burkina-Faso**, la **Guinée**, la **Guinée-Bissau**, le **Mali**, le **Niger**, le **Togo**, l'Agence **UMOA-Titres** et le **CREPMF**.

Tableau 11. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Bénin	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes (2 missions)	✚ Les cadres sont formés sur la démarche de préparation du plan annuel de financement.	✚ Avril 2018
		✚ Les cadres sont formés aux techniques de communication avec les investisseurs.	✚ Avril 2018
		✚ Le document détaillant la stratégie de communication avec les investisseurs est élaboré et approuvé.	✚ Décembre 2018
Burkina Faso	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	✚ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification.	✚ Décembre 2018
Côte d'Ivoire	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT.	✚ Avril 2018
	Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD.	✚ Avril 2018
Guinée	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	✚ Le projet de texte relatif aux nouvelles règles du marché primaire des titres d'État est préparé.	✚ Avril 2018
		✚ Les nouvelles règles relatives au marché primaire des titres d'État sont adoptées et publiées.	✚ Décembre 2018
Guinée-Bissau	Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés aux techniques d'évaluation du coût et de risques liés au portefeuille de la dette publique.	✚ Avril 2018

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Mali	Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD.	Avril 2018
Mauritanie	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	✚ Le projet de texte relatif aux nouvelles règles du marché primaire des titres d'État est préparé. ✚ Les nouvelles règles relatives au marché primaire des titres d'État sont adoptées et publiées.	✚ Avril 2018 ✚ Décembre 2018
Niger	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés sur la démarche de préparation du plan annuel de financement.	✚ Avril 2018
Sénégal	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission) Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	✚ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ✚ Les cadres ont été formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD.	✚ Décembre 2017 ✚ Avril 2018
Togo	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	✚ Les cadres sont formés à la démarche de préparation du plan annuel de financement.	✚ Avril 2018

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Agence UMOA- Titres	Appui au développement du marché des titres publics. (3 missions)	✚ Le document contenant les conventions et formules pour le calcul des prix, intérêts et rendement sur le marché des titres d'État de l'UMOA est préparé.	✚ Avril 2018
		✚ Le document contenant les conventions et formules pour le calcul des prix, intérêts et rendement sur le marché des titres d'État de l'UMOA est adopté.	✚ Avril 2019
		✚ Le projet du plan d'action concernant les mesures pour encourager la participation active des investisseurs institutionnels au marché des titres d'État est préparé.	✚ Avril 2018
		✚ Le plan d'action concernant les mesures pour encourager la participation active des investisseurs institutionnels au marché des titres d'État est approuvé.	✚ Avril 2019
CREPMF	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	✚ Le projet du document contenant les nouvelles procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA est préparé.	✚ Avril 2018
		✚ Les procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA sont révisées et approuvées.	✚ Décembre 2019

H. Supervision et restructuration bancaires

Contexte et priorités de l'assistance technique

38. **Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire**, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle II/III. Ainsi, les activités prévues dans ce domaine porteront essentiellement sur la réalisation de projets pluriannuels d'assistance technique pour le Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA, la Banque centrale de Guinée, et la Banque centrale de Mauritanie ainsi que pour le Conseil Régional pour l'Épargne Publique et les Marchés Financiers (CREPMF). Pour cette dernière institution, il s'agira des toutes premières activités d'AT du Centre, faisant suite à une évaluation de besoins en AF 2017.

Activités programmées et résultats attendus

39. **Assistance technique au Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA (SGCBU)**. Les activités d'AT prévues viseront à accompagner les autorités de supervision dans la refonte de l'outil de notation des établissements de crédit, la définition d'indicateurs d'alerte pertinents et l'évolution des processus associés au contrôle sur place. AFRITAC de l'Ouest pourra également contribuer à la préparation de l'entrée en vigueur

au 1^{er} janvier 2018 du nouveau dispositif prudentiel et de l'introduction de la supervision sur base consolidée qui résultent des décisions n°13 et n°14 prises par le Conseil des Ministres de l'UMOA du 24 juin 2016.

40. **Au niveau de la BCEAO, à la suite des progrès réalisés en AF2017, l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest pourrait porter sur les travaux réglementaires en cours** qui couvrent notamment sur : (i) la finalisation des instructions d'application des textes adoptés en juin 2016 (définition des états de reporting que doivent transmettre périodiquement les banques) ; (ii) la révision du dispositif applicable aux exigences de liquidité et de transformation des établissements de crédit et; (iii) la publication de nouvelles circulaires ayant trait notamment à la gouvernance, à la gestion des risques, au contrôle interne et à la conformité des établissements de crédit.

41. **Assistance technique au CREPMF.** Les premières missions d'assistance technique porteront sur la refonte du Règlement Général du CREPMF ainsi que sur la fixation des obligations prudentielles et comptables des entités soumises à la supervision du CREPMF. Le Centre apportera également son expertise en matière de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.

42. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire conjointement avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale, consacré aux problématiques associées au risque de crédit.

43. **Missions d'assistance technique dans les pays.** Les programmes pluriannuels de renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront reconduits (Tableau 12) et viseront à poursuivre l'adaptation du cadre réglementaire, y compris au niveau comptable, et le renforcement de la qualité de la supervision.

44. **Stages d'immersion.** Le programme prévoit également l'organisation, au sein d'une autorité comparable, d'un stage d'immersion dont le thème n'a pas encore été définitivement arrêté.

Tableau 12. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Pays	Activités	Jalons 2018
BCEAO/ SGCBU	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ L'outil de notation des banques est mis en œuvre. ✚ Renforcement des compétences des superviseurs.
CREPMF	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Le dispositif réglementaire applicable aux entités de marché est revu et conforme aux standards. ✚ Les outils de supervision sont définis et effectifs.
Guinée	4 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Nouveau dispositif de calcul réglementaire des fonds propres (intégrant Bâle III). ✚ Nouvelles dispositions réglementaires concernant la division des risques et les engagements sur les apparentés. ✚ Textes d'application de la loi bancaire en vigueur. ✚ Nouveaux modèles d'états financiers et plan de comptes des établissements de crédit actualisé.
Mauritanie	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Nouveau dispositif de calcul réglementaire des risques pondérés pour la mise en conformité avec Bâle II. ✚ Dispositif de notation des banques fiabilisé. ✚ Nouveau dispositif prudentiel applicable aux exigences de liquidité.

I. Analyse et prévisions macroéconomiques

Contexte et priorités de l'assistance technique

45. **Le programme d'activités du Centre sur la période sous-revue (juin 2017-avril 2018) s'articulera autour des priorités retenues dans le Document programme pour le 4^{ème} Cycle.** Ces activités couvriront en priorité :

- ❖ Le développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, et au **Mali** ;
- ❖ La mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques au **Bénin**, au **Mali**, et en **Guinée** ;
- ❖ L'amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base dans **tous les pays membres** du Centre ;
- ❖ Le renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyen et de rangs intermédiaires de **tous les pays** par des séminaires régionaux méthodologiques et pédagogiques et des ateliers nationaux sur des thèmes liés à la gestion macroéconomique.

Activités programmées et résultats attendus

46. **Séminaires régionaux.** Trois activités de formation sont prévues au niveau régional. En effet, le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : « Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des cadrages des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ». Cet atelier est dédié aux responsables des administrations en charge des prévisions macroéconomiques, des cadrages budgétaires ainsi que de la programmation monétaire. De plus, comme en juin 2015, le Centre organisera un séminaire régional de haut niveau, qui regroupera les directeurs généraux de l'économie et les directeurs de la prévision, pour des échanges sur les enjeux de l'AT dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques. En outre, le Centre participera au cours sur la programmation et les politiques financières organisé par l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, à l'attention des participants des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Enfin, le Centre participera à des séminaires régionaux sur la conjoncture et la prévision des pays de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que la formation des formateurs en modélisation macroéconomiques, organisés conjointement avec AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la Commission Économique pour l'Afrique.

47. **Missions d'assistance technique.** Les activités prévues pour l'AF 2018 sont résumées au Tableau 13. Elles visent principalement à aider les pays à renforcer l'appropriation, l'approfondissement et l'analyse des cadrages macroéconomiques. En plus de ces activités, le programme comprend des missions « en réserve » pour le **Bénin**, la **Guinée-Bissau**, le **Niger**, la **Banque Centrale de Mauritanie** et le **Togo**.

48. **Stage d’immersion.** Le programme prévoit également l’organisation de deux stages d’immersion portant sur les cadres institutionnels pour la gestion macroéconomique, et sur les modèles de simulation de politique monétaire.

Tableau 13. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	1 mission	<p>Le modèle MOSARE est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel pour l’analyse et le suivi des politiques macroéconomiques (le Comité PIB-TOFE) est redynamisé.</p>
Burkina Faso	1 mission	<p>Le modèle IAP est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le cadre d’analyse et d’études macroéconomiques est défini (méthodologie, thématiques, organisation, supports).</p>
Côte d’Ivoire	2 missions	<p>La maquette de prévision des recettes de la DGI est opérationnelle.</p> <p>Le modèle BUDGEECO est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le cadre d’analyse et d’études macroéconomiques est défini (méthodologie, thématiques, organisation, supports).</p>
Guinée	1 mission	<p>Le modèle MSEGUI est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est opérationnel.</p>
Guinée-BCRG	2 missions	<p>Les cadres de la BCRG sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.</p> <p>Un système de prévision et d'analyse de la politique monétaire est développé (modèle et processus de prise de décision).</p>

Pays	Activités	Jalons 2018
Mali	2 missions	<p>Le modèle MME_DNPD est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est redynamisé.</p> <p>Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.</p>
Mauritanie-BCM	1 mission	<p>Les cadres de la BCM sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.</p>



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest
(AFRITAC de l'Ouest)

Vingt-septième réunion du Comité d'orientation
Ouagadougou, le 23 février 2017

**Annexe de la Synthèse du Programme de travail
de l'année fiscale 2017-2018**

PRESENTATION PAR DOMAINE

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CFAP	Classification des Fonctions des Administrations Publiques
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CP	Crédits de Paiement
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREPMF	Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
CRG	Compte Rendu de Gestion
CUT	Compte unique du Trésor
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGAE	Direction Générale des Affaires Economiques
DGCI	Direction Générale des Contributions et des impôts
DFP	Département des Finances Publiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Etudes et Statistiques Fiscales
DRICE	Document de Répartition Initiale de Crédits et des Emplois
DSD	Direction des Statistiques Douanières

ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIN	Guinée
GIZ	Coopération Technique Allemande
GNB	Guinée-Bissau
ICC	Indicateurs du Coût de la Construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
IPCE	Indices des Prix du Commerce Extérieur
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ISCA	Indicateurs Synthétiques du Climat des Affaires
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
MTDS /SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OTR	Office Togolais des Recettes
PBI	Programmation Budgétaire Initiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
RAP	Rapport Annuel de Performance
RAR	Restes A Recouvrer
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré

SIGFIP	Systeme Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Suivi du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T2	1		2	3	
Ponctuel	Bénin	Renforcement de la mission renseignement et enquête : mettre en place un dispositif de collecte et de traitement du renseignement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	T1	1		2	3	
Ponctuel	Burkina Faso	Mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	T3	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Poursuite de la mise en œuvre du suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	T1	1		2	3	Suivi des recommandations de l'AT de décembre 2016 et appui à la mise en place d'une procédure par projet/bénéficiaire
Diagnostic	Côte d'Ivoire	Participation à une mission FAD		T1		2		2	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes	T4	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée	Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	T1	1		2	3	
Pluriannuel	Guinée	Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	T2	1	1	2	4	Démarrage du projet États des lieux
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T2	1	1	2	4	Démarrage du projet États des lieux

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Diagnostique	Guinée-Bissau	Participation à une mission FAD		T1-T4		2		2	
Pluriannuel	Mali	Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T2	1	1	2	4	Démarrage du projet États des lieux
Ponctuel	Mali	Finalisation du PPAT sur la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T3	1	1	1	3	Dernière mission du PPAT
Pluriannuel	Mauritanie	Finalisation du PPAT relatif au bureau national de la valeur.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Mauritanie	Évaluation du PPAT relatif au bureau national de la valeur.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T4	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Niger	Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T1	1	2		3	
Ponctuel	Sénégal	Suivi de l'implémentation du transit automatisé.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	T3	1	2		3	
Ponctuel	Sénégal	Mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Togo	Suivi du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T3	1		2	3	
Ponctuel	Togo	Suivi des recommandations mission FAD août 2016.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.	T2	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Séminaire	Régional	Développer les capacités dans le domaine des contrôles des produits pétroliers importés.		T3	2	1	2	5		
Apprentissage par les pairs	Mali	Renforcement des capacités dans la gestion automatisée du risque.		T2	1			0.5		
Apprentissage par les pairs	Guinée	Renforcement des capacités dans la gestion automatisée du risque.		T4	1			0.5		
					Total	20	17	28	65	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les outils de contrôle fiscal sont valorisés et permettent de réduire la défaillance déclarative	T2	1	1	2	4	
Pluriannuel	Bénin	Renforcement du service Recherche et Enquêtes fiscales	L'activité de recherche contribue à l'efficacité de l'action coercitive de la DGI	T3	1	2	2	5	
Pluriannuel	Burkina Faso	Poursuite de la modernisation des moyennes entreprises	Le fichier des moyennes entreprises est maîtrisé et est élargi grâce aux actions d'élargissement de l'assiette fiscale	T1-T4	1	1	2	4	
Pluriannuel	Burkina Faso	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	Le contrôle ponctuel permet de réduire la défaillance déclarative ; le recouvrement des créances recouvrables est assuré ; le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque	T4	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Renforcement de la direction d'analyse du risque	La programmation des contrôles fiscaux est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque	T3	0.5	1	2	3.5	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises	Le portefeuille du SME accroît progressivement ; le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé	T1	0.5	1	2	3.5	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises et poursuite du renforcement de la gestion des arriérés fiscaux	Le recouvrement des RAR recouvrable est assuré ; le fichier est maîtrisé ; le fichier est élargi grâce à l'exploitation de l'information fiscale collectée	T2	1	2		3	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Renforcement de l'Immatriculation des contribuables à la DGCI	Le fichier des contribuables reflète la réalité du tissu fiscal de la Guinée-Bissau.	T2	1	1	2	4	
Pluriannuel	Mali	Poursuite du renforcement des entreprises moyennes	Le portefeuille des moyennes entreprises s'accroît progressivement, le taux de conformité en matière TVA s'accroît progressivement ; le renforcement du contrôle ponctuel permet de réduire le défaillance déclarative	T3	1	2	0	3	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque	T3	1	2	2	5	
Pluriannuel	Niger	Appui au renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les activités de contrôle et recouvrement des arriérés sont renforcées ; les indicateurs de rendement sont suivis et reportés	T2	0.5	1	2	3.5	
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	Le fichier est maîtrisé et il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recouvrement ; le contrôle fiscal est remboursé, le recouvrement des RAR recouvrables est assuré ; le remboursement de la TVA fondé sur l'analyse du risque est engagé	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Sénégal	Appui au renforcement de la brigade d'enquêtes et recherche	Les activités de la recherche participent à l'élargissement de l'assiette fiscale ; le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque	T4	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur des critères objectifs et d 'analyse du risque	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Pays AFW	Mission FAD (pays à déterminer)	Les étapes nécessaires pour la modernisation de la DGI sont définies.	T3		2		2	
Séminaire	Régional	Vision régionale des réformes fiscales, gestion performante de la TVA et des droits d'accise d'une administration performante.	30 participants devront bénéficier de la formation sur la gestion performante de la TVA, droits d'assise - modernisation des procédures de déclarations fiscales.	T2	2	1	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Stage	Pays AFW	Apprentissage par les pairs dans un pays hôte	Des cadres participent au stage d'immersion concernant l'organisation du contrôle conjoint douanes - impôts.	T2	0.5			0.5		
					Total	17	26	28	71	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Mise en œuvre des AE/CP (1ère mission)	(1) Les acteurs de la dépense d'investissement se sont appropriés la démarche des AE/CP (2) Les dépenses d'investissement d'au moins 3 ministères sont structurées en termes d'AE/CP	T1	0.5	2	2	4.5	
Ponctuel	Bénin	Mise en œuvre des AE/CP (2ème mission)	Les dépenses d'investissement d'au moins 4 ministères sont structurées en termes d'AE/CP	T3	0.5	2	2	4.5	
Ponctuel	Burkina - Faso	Elaboration des documents de prévision d'exécution de la dépense (PBI, DRICE) et les comptes rendus de gestion (CRG, RAP)	Les formats de documents de prévision d'exécution des dépenses et de suivi de leur exécution en mode programme sont définis et les acteurs s'en sont appropriés	T1	1	0	2	3	
Ponctuel	Burkina - Faso	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA	Le Plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour l'année 2017	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Budgétisation et exécution des investissements publics en AE/CP, en appui à la mise en œuvre des recommandations PIMA (1ère mission)	(1)La doctrine de la gestion des investissements publics en AE/CP est appréhendée par les acteurs ; (2)Les dépenses d'investissement d'au moins 3 ministères, sont structurées en termes d'AE/CP	T1	0.5	2	2	4.5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Mise en œuvre des AE/CP (2ème mission)	Les dépenses d'investissement d'au moins 5 ministères, sont structurées en termes d'AE/CP	T2	0.5	2	1	3.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Renforcement des documents de programmation des dépenses (CBMT, CDMT)	Les outils et la méthodologie d'élaboration du CBMT/CDMT sont affinés et permettent une programmation plus fiable sur de la période 2018-2020	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Renforcement du dispositif de contrôle a priori de la dépense	Les cadres institutionnels et techniques du contrôle budgétaire sont mises aux normes et la capacité des acteurs renforcés	T2	1	0	2	3	
Ponctuel	Mali	Appui à l'exécution du budget en mode programme	Les outils de prévision de l'exécution de la dépense en mode programme sont élaborés et testés (DRICE, CRG, etc.)	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Mauritanie	Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères (1ère mission)	Les maquettes des programmes budgétaires d'au moins 5 ministères supplémentaires sont élaborées et adoptées	T2	1	0	2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères (2ème mission)	Les maquettes des programmes budgétaires d'au moins 5 ministères supplémentaires sont élaborées et adoptées	T4	0	2	2	4	
Ponctuel	Niger	Revue qualité des DPPD en cours d'élaboration	Un échantillon représentatif des DPPD a fait l'objet d'une revue qualité et des améliorations éventuelles apportées	T2	1	0	2	3	
Ponctuel	Sénégal	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme (appui au renforcement de la fonction financière ministérielle)	La fonction financière est renforcée au sein de deux ministères pilotes suite aux résultats de l'audit de capacité de gestion	T1	1	2	2	5	
Pluriannuel	Togo	Revue qualité des DPPD, y compris les AE/CP	Un échantillon représentatif des DPPD a fait l'objet d'une revue qualité et des améliorations éventuelles apportées	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Régionales	UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques	T2-T4	1	2	0	3	
	Programme d'apprentissage auprès des pairs	Préparation et supervision d'un voyage d'études au Burkina Faso	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaines objets de leurs voyages	T2/T3	1	0	0	1	
Ponctuel	Séminaires (Nouakchott)	Thème : Exécution de la dépense en mode programme	Les participants se sont appropriés la philosophie et les modalités d'exécution de la dépense en mode programme	T4	2	1	1	4	
Ponctuel	États membres	Participation à 1 mission FAD	Le CR est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux organiser la mise en œuvre	T1-T4	1	2	0	3	
Total					16	23	28	67	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	Bénin	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la CDCP	Le processus de préparation de la mise en œuvre de la CDCP se poursuit grâce à la finalisation et l'adoption du référentiel des normes comptables en rapport avec les experts nationaux	T1	1	2	2	5		
Ponctuel	Bénin	Appui à l'amélioration de la BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à CDCP et un référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux	T3	1	2	2	5		
Ponctuel	Burkina - Faso	Appui à la préparation du plan de trésorerie	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques	T4	0.5	1	2	3.5		
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui ingénieur au paramétrage du SI ASTER de tenue de la comptabilité	Le système d'information ASTER est mis à niveau pour la tenue de la comptabilité en droits constatés	T1	1	0	2	3		
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration d'une instruction sur la comptabilité matière	L'instruction sur la comptabilité est adoptée et disséminée	T3	1	1	2	4		
Ponctuel	Guinée	Appui à la revue de l'organisation comptable de l'Etat et du système de centralisation	L'organisation comptable et les procédures de centralisation sont alignées sur les exigences de la nouvelle fonction comptable	T2	1	2	2	5		
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du PCE détaillé en ligne avec le segment économique de la NBE	Le PCE détaillé, parfaitement aligné avec le segment économique de la NBE, est élaboré, discuté et adopté	T2	1	2	2	5		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017 AVRIL 2018

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	Mali	Appui à l'amélioration du cadre juridique et technique de la CDC	La qualité du cadre juridique et technique est améliorée (revue de la qualité du décret -PCE et l'arrêté - PCE détaillé et finalisation du guide de fonctionnement des comptes	T1	1	2	2	5		
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la revue du système informatique comptable et sa capacité à supporter la réforme	L'impact de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale sur le système d'information est déterminé et un cahier des charges fonctionnelles élaboré	T4	1	0	2	3		
Ponctuel	Niger	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage le passage à CDCP et un référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux	T3	1	2	2	5		
Ponctuel	Sénégal	Appui à l'élaboration de la cartographie des processus comptables - par cycle, par processus et procédures	La cartographie des processus comptables est adoptée	T3	1	2	2	5		
Ponctuel	Togo	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par la finalisation du référentiel des normes comptables	Le référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux	T2	1	2	2	5		
Ponctuel	Togo	Appui à la préparation du plan de trésorerie	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques	T4	0.5	1	2	3.5		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	UEMOA	Participation aux travaux des rencontres statutaires du Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres	T1-T3	0.5	2	0	2.5		
Séminaire	Régional	Préparation du bilan d'ouverture et construction des états financiers	Les participants appréhendent la méthodologie et les techniques de préparation du bilan d'ouverture et d'élaboration des états financiers	T3	1	1	2	4		
Ponctuel	Etats membres	Participation à 1 mission FAD	Le CR est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre	T1-T4	0.5	1	0	1.5		
Stages	Régional	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	T1-T4	1			1		
					Total	15	23	28	66	

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	<ul style="list-style-type: none"> * Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales et de la Sécurité sociale 	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> * Finalisation de la table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE de la Sécurité sociale 	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> * Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) Réalisation à titre expérimental du bilan financier. • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales, de la Sécurité sociale et des unités extrabudgétaires 	T3	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	<ul style="list-style-type: none"> * Finalisation de la table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE de la Sécurité sociale ; Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016) 	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> * Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie 	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée-Bissau	* Elargissement progressif champ des statistiques de finances publiques (SFP); * * mise en place d'un comité en charge des SFP	Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE de la Sécurité sociale ; Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016)	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Mali	* Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP	• Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales et de la Sécurité sociale	T3	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> * Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales et de la Sécurité sociale ; Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016) 	T4	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Niger	<ul style="list-style-type: none"> * Finalisation de la table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE de la Sécurité sociale ; Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016). 	T4	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> * Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) Réalisation à titre expérimental du bilan financier. • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales, de la Sécurité sociale et des unités extrabudgétaires 	T3	1	2	2	5	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Togo	<ul style="list-style-type: none"> * Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 * Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (CAM); * Elargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques (SFP); * mise en place d'un comité en charge des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration Publique Centrale Budgétaire : Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014; Production de la situation des flux de trésorerie ; Elaboration des statistiques de la dette ; Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) • Autres secteurs de l'Administration Publique Production à titre expérimental du TOFE des Collectivités locales et de la Sécurité sociale 	T4	1	2	2	5	
Séminaire	Pays AFW	Elargissement du champ des statistiques de finances publiques : Intégration du sous-secteur des unités extrabudgétaires et des collectivités locales ou décentralisées	Renforcement des capacités des acteurs de statistiques de finances publiques	T4	2	1	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Atelier national sur les travaux de migration au MSFP 2001/2014	Formation des acteurs des finances publiques. Affinement des différents tableaux du cadre d'analyse minimum	T1-T4	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	Organisations régionales	Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA			1	1		2		
Stages	Régional	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	T1-T4	1			1		
					Total	16	25	24	65	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques du secteur Réel

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Pluriannuel	Bénin	Mise en place des comptes nationaux trimestriels	Diffusion du PIB trimestriel en volume	T1	1		2	3		
Pluriannuel	Bénin	Mise en place année de base 2015 : Appui à l'élaboration des comptes financiers	Le compte financier de l'année 2014 est élaboré	T2	1	2	2	5	2nde et dernière mission.	
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à l'élaboration du compte des ISBLSM et des administrations publiques	Les méthodologies d'élaboration des comptes des ISBLSM et des administrations publiques sont disponibles	T3	1	2		3		
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Amélioration de la qualité des CNT : Préparation à la diffusion de la série du PIB trimestriel	La série des PIB trimestriels de 1996 à 2016 est diffusée	T1	1		2	3		
Ponctuel	Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Validation des sources de données	Les sources de données pour la nouvelle base avec le SCN 2008 sont disponibles dans le format ERETES	T1	1		2	3		
Ponctuel	Guinée	Préparation des Comptes nationaux 2015-2016 selon le SCN1993	Les CNA 2015-16 sont élaborés.	T2	1	3	2	6		
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Elaboration des CNA 2015 (version définitive) et 2016 (version provisoire)	Les CNA définitifs de l'année 2015 et provisoires de l'année 2016 sont produits. Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées.	T2	1	2		3		
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Travaux sur l'année courante	Les comptes de production des activités et les équilibres ressources	T1	1		2	3		
Pluriannuel	Mali	Mise en place du SCN 2008: Validation des sources de données	Les sources de données pour la nouvelle base avec le SCN 2008 sont disponibles dans le format ERETES	T3	1		2	3		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Statistiques du secteur Réel

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Mali	Mise en place année de base 2015 : Appui à l'élaboration du compte des sociétés financières	La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le SCN 2008 est mise en œuvre	T3	1	2		3	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Validation des sources de données	Les sources de données pour la nouvelle base avec le SCN 2008 sont disponibles dans le format ERETES	T1	1		2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à l'élaboration du compte des sociétés financières	La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le SCN 2008 est mise en œuvre	T2	1	2		3	
Ponctuel	Niger	Suivi de la mise en place du SCN 2008	Le bilan des changements apportés par le SCN 2008 à intégrer dans la nouvelle année de base est dressé.	T2	1		2	3	
Ponctuel	Niger	Mise en place du dispositif des CNT	Le PIB trimestriel optique production en volume est diffusé	T2	1		2	3	
Ponctuel	Sénégal	Mise en place année du SCN 2008 : Elaboration des comptes nationaux provisoires de l'année 2015	Comptes 2015 élaborés, selon le SCN 2008, avec des nomenclatures de produits et d'activités agrégées	T1	1		2	3	
Ponctuel	Sénégal	Mise en place année du SCN 2008 : Elaboration des comptes nationaux définitifs de l'année 2015	Synthèse par opération effectuée et analyse de cohérence des comptes de secteurs institutionnels réalisée	T1	1		2	3	
Ponctuel	Sénégal	Mise en place année du SCN 2008 : travaux de rétropolation	Méthodologie de rétropolation des comptes nationaux du Sénégal adoptée	T1	1	2		3	
Pluriannuel	Togo	Mise en place du SCN 2008: Validation des sources de données	Les sources de données pour la nouvelle base avec le SCN 2008 sont disponibles dans le format ERETES	T3	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Statistiques du secteur Réel

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	Autres	Mise en place de la Gestion axée sur les résultats; Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études		T3	1			1		
Ponctuel	Organisations régionales	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT		T3	0.5	0.5		1		
Ponctuel	Régional	Séminaire sur l'Elargissement du champ des statistiques de finances publiques	Le champ des administrations publiques est identique pour des statistiques de finances publiques et de comptabilité nationale	T2	1	1		2		
Ponctuel	Régional	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : Dispositif pour la mesure de la production des sociétés selon le SCN 2008	Le dispositif de collecte est identifié L'impact sur le PIB est mesuré Les nouvelles méthodologies du SCN sont mises en œuvre dans des maquettes	T1	1	1	1	3		
Ponctuel	Régional	Meilleure utilisation des indicateurs de haute fréquence pour les besoins des comptes nationaux trimestriels.	la qualité et la disponibilité des indicateurs de haute fréquence sont améliorées	T3	1	1	1	3		
					Total	22.50	18.5	28	69	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Gestion de la dette publique

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Ponctuel	Bénin	Atelier de formation sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement	Les émissions régulières de titres publics sur le marché intérieur basées sur des instruments standards et guidées par un plan d'émission pouvant être mis en œuvre	T2	1	2	2	5		
Ponctuel	Bénin	Mise en place d'un programme de relations avec les investisseurs	Les émissions régulières de titres publics sur le marché intérieur basées sur des instruments standards et guidées par un plan d'émission pouvant être mis en œuvre	T4	1	2	2	5		
Ponctuel	Burkina-Faso	Elaboration de la SDMT	Le personnel a amélioré ses compétences pour mener à bien toutes les tâches permettant de produire une SDMT de haute qualité, répondant aux normes reconnues. Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales	T2	1	2	0	3		
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Atelier de formation sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement	Les émissions régulières de titres publics sur le marché intérieur basées sur des instruments standards et guidées par un plan d'émission pouvant être mis en œuvre	T1	1	2	2	5		
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Atelier de formation sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de son outil analytique et un renforcement des capacités d'évaluation de la viabilité budgétaire	T3	1	2	2	5		
Ponctuel	Guinée	Renforcement des modalités d'émission de titres publics : mission de suivi	Le processus d'émission des titres publics est bien défini et est mis en œuvre	T3	1	1	1	3		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Gestion de la dette publique

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée Bissau	Atelier de formation sur l'évaluation de coût et risques liés au portefeuille de la dette publique	Une meilleure connaissance des techniques d'évaluation des offres de financement et des coûts et risques des différents instruments de dette	T4	0.5	0	2	2.5	
Ponctuel	Mali	Atelier de formation sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de son outil analytique et un renforcement des capacités d'évaluation de la viabilité budgétaire	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Renforcement des modalités d'émission de titres publics : mission de suivi	Le processus d'émission des titres publics est bien défini et est mis en œuvre	T3	1	1	1	3	
Ponctuel	Niger	Formation sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement	Les émissions régulières de titres publics sur le marché intérieur basées sur des instruments standards et dictées par un plan d'émission crédible	T1	1	1	1	3	
Ponctuel	Sénégal	Mission de suivi sur l'élaboration de la SDMT	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales. Les cadres en charge de la gestion de la dette ont amélioré leurs capacités à produire un document de SDMT de très bonne qualité.	T3	1	2	0	3	
Ponctuel	Sénégal	Atelier de formation sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de son outil analytique et un renforcement des capacités d'évaluation de la viabilité budgétaire	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Togo	Formation sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement	Les émissions régulières de titres publics sur le marché intérieur basées sur des instruments standards et dictées par un plan d'émission crédible	T4	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Gestion de la dette publique

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Pluriannuel	Agence UMOA-Titres	Elaboration des conventions de marché	Un marché secondaire où les participants au marché peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnables	T2	1	2	2	5		
Pluriannuel	Agence UMOA-Titres	Identification des obstacles liés à la participation active des investisseurs institutionnels au marché des titres d'Etat	Un marché secondaire où les participants au marché peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnables	T1	1	2	4	7		
Pluriannuel	Agence UMOA-Titres	Identification des mesures susceptibles d'accroître la participation des investisseurs institutionnels au marché des titres publics	Un marché secondaire où les participants au marché peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnables	T3	0.5	0	2	2.5		
Ponctuel	CREPMF	Révision des procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA	Le processus d'émission des titres publics par la méthode de syndication est bien défini et est mis en œuvre	T4	1	0	2	3		
Ponctuel	Régional	Séminaire régional sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de son outil analytique	T2	1	1		2		
					Total	17	25	28	70	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Pluriannuel	Guinée	Renforcement supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires Renforcement du contrôle sur place et sur pièces Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1	1	2	2	5	Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Guinée			T2	1	2	2	5		
Pluriannuel	Guinée			T3	0	2	2	4		
Pluriannuel	Guinée			T4	1	2	0	3		
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit Renforcement du contrôle sur pièces et sur place Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire	T1	0	0	0	0	Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Mauritanie			T2	1	2	2	5		
Pluriannuel	Mauritanie			T3	1	2	2	5		
Pluriannuel	Mauritanie			T4	1	2	2	5		
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Définition de normes prudentielles de solvabilité et de liquidité dans l'UMOA conformes aux accords de Bâle Mise en œuvre d'un processus de surveillance prudentielle conforme au pilier 2 de Bâle II Mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle Renforcement des capacités	T1	1	2	2	5	Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Organisations régionales			T2	0	0	0	0		
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	1	2	2	5		
Pluriannuel	Organisations régionales			T4	0	0	0	0		
Ponctuel	Organisations régionales	CREPMF	Refonte du règlement général du CREPMF, Définition de normes comptables et prudentielles pour les entités de marché, supervision par les risques, renforcement des capacités	T1	1	2	2	5		
Ponctuel	Organisations régionales			T2						
Ponctuel	Organisations régionales			T3	1	2	2	5		
Ponctuel	Organisations régionales			T4	1	2	2	5		
Ponctuel	Organisations régionales			T1	0	0	0	0		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018
Supervision et restructuration bancaires

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	T2	0	0	0	0	Thèmes de formation à définir avec la CB-UMOA
Ponctuel	Organisations régionales			T3	2	1	1	4	
Ponctuel	Organisations régionales			T4	0	0	0	0	
Séminaire	Régional	Séminaire régional	Renforcement des capacités en matière de contrôle du risque de crédit	T4	2	1	2	5	Thème : Le risque de crédit
Stages	Régional	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	T1	1			1	Thème à définir
Ponctuel	Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Evaluation des besoins d'assistance technique	T3	1	2	0	3	
				Total	17	28	25	70	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Redynamisation du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Le modèle MOSARE est révisé et approprié par les cadres. Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques. Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérents. Le Comité PIB-TOFE est redynamisé.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Développement d'une plateforme d'analyses nécessaires à l'élaboration et au suivi des politiques macroéconomiques et amélioration des cadrages macroéconomiques	Le cadre d'analyse et d'études macroéconomiques (méthodologie, thématiques, organisation, supports) est défini. Le modèle IAP est révisé et approprié par les cadres. Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérents.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Finalisation du dispositif de prevision des recettes de la DGI	La maquette de prévision des recettes est opérationnelle.	T1	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Développement d'une plateforme d'analyses nécessaires à l'élaboration et au suivi des politiques macroéconomiques et amélioration des cadrages macroéconomiques	Le cadre d'analyse et d'études macroéconomiques (méthodologie, thématiques, organisation, supports) est défini. Le modèle BUDGECO est révisé et approprié par les cadres. Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérents.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinee	Atelier national sur l'utilisation des comptes nationaux ; Renforcement du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Les cadres prévisionnistes sont formés sur les comptes nationaux ; Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est opérationnel. Le modèle MSEGUI est révisé et approprié par les cadres. Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérents.	T1	1	3	2	6	
Ponctuel	Guinee_BCRG	Atelier sur l'utilisation des Logiciel MATLAB et IRIS	Les cadres de la BCRG sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinee_BCRG	Atelier sur le développement d'un Système de prévision et d'analyse de la politique monétaire	Un système de prévision et d'analyse de la politique monétaire est développé (modèle et processus de prise de décision)	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Mali	Atelier national sur le budget programme ; Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Les cadres sont formés sur les enjeux du budget programme et leur implication sur le processus de cadrage macroéconomique ; Le modèle MME_DNPD est révisé et approprié par les cadres. Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques. Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérents.	T2	1	1	4	6	
Ponctuel	Mali	Redynamisation du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est révisé. Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.	T2	1		4	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE JUIN 2017- AVRIL 2018

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Atelier sur l'utilisation des Logiciel MATLAB et IRIS	Les cadres de la BCM sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.	T4	1		2	3	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays de AFW. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	T1	0.5	1		1.5	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays de AFW. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	T3	0.5	1		1.5	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Stages	Regional	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études au Niger et au Maroc	Les participants s'imprègnent des dispositifs de cadrage macroéconomique du Niger d'une part, et des modèles de simulations des impulsions de politique monétaire de la Bank AL Mahgrib d'autre part	T1	3			3	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Cours organisé avec ICD sur la Programmation et les politiques financières	Les cadres sont formés sur les quatre comptes macroéconomiques, leurs interrelations et l'établissement des programmes financiers	T3	2	2		4	
Séminaire	Regional	Séminaire de haut niveau d'échanges des Directeurs généraux de l'économie et des Directeurs de la prévision sur les enjeux de l'AT dans le domaine APM	Les participants échangent sur les priorités et besoins d'AT dans le domaines APM des pays membres de AFRITAC de l'Ouest	T1	1	1	2	4	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des modèles de cadrage des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest	Les cadres maîtrisent les interrelations entre les comptes macroéconomiques. Les actions à mettre en œuvre pour renforcer les cadrages macroéconomiques des pays sont identifiées.	T3	2	1	2	5	
Total					19	22	28	69	